

AU SOIR D'ALGÉRIE : pas de parti»

La seule issue est le changement de tout le système de gouvernance. Nous sommes à un carrefour qui nous mènera vers le modèle des pays émergents : Chine, Brésil, Turquie..., s'il y a le changement désiré. Nous irons fatalement vers une situation semblable à la Somalie avec le statu quo.

Le «clash» avec le président Bouteflika — parce que vous refusiez le «jeu de l'ombre» — sanctionné par une lettre de démission rendue publique, par ailleurs, le 26 août 2000, vous conforte-t-il aujourd'hui encore dans cette décision ?

Il n'y a pas eu de «clash» entre le président et moi. Nous avons des conceptions différentes de l'Etat. Moi je suis pour un Etat appuyé sur des institutions fortes, lui croit dans un Etat centralisé, entre les mains d'un nombre restreint d'individus. Le temps a malheureusement confirmé mes craintes. Je dis qu'il n'y a pas de «clash» parce que, lorsque le président m'a reçu pour lui présenter la démission de mon gouvernement, il m'a retenu pendant plus d'une heure pour me parler de son expérience politique et on s'est quittés à ma demande, en se donnant un rendez-vous pour un dîner ultérieurement afin de prendre le temps de continuer notre discussion. Le rendez-vous n'a pas eu lieu.

De par votre expérience approfondie des rouages de l'Etat et du sérail politique, vous en êtes arrivé à conclure qu'il faut «casser» le système de l'extérieur...

En quittant le gouvernement, je me suis posé la question suivante : que faire pour le changement ? J'ai fait une analyse comparative des expériences de l'Algérie, des pays d'Amérique latine, de l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce), de l'Europe de l'Est et de l'Asie. J'en ai retenu trois hypothèses de travail, fiables. 1- Le régime algérien travaille à sa propre destruction. Mais avec la rente, le chemin de la dérive est lent. Du fait de la lenteur de ce processus, lorsque le régime se détruit, il détruit avec lui toute la société par un mélange détonant de pauvreté, de chômage chez les jeunes, de corruption et de perte de morale collective. 2- Le changement pacifique ne peut venir de l'intérieur du système, ni des appareils officiels entièrement soumis au contrôle du pouvoir en place (Parlement, partis politiques de l'Alliance ou de l'opposition), ni de la société civile telle qu'elle est organisée par le pouvoir.

Il ne viendra pas d'avantage via l'agenda gouvernemental (élections, référendum, assemblée ad hoc...). 3- La décennie 2010-2020 enregistrera la dérive de l'Etat algérien de sa situation actuelle de défaillance vers une nouvelle situation de déliquescence, c'est-à-dire un Etat chaotique, ingouvernable. Face à une telle conviction, le choix est clair : ne rien faire et subir la dérive avec tous les risques de dérapage ou profiter de l'éveil politique mondial pour préparer le changement dans le calme et la sérénité afin de placer le pays dans la voie du progrès et de la prospérité.

Cela vous a amené à entrer de plain-pied dans l'opposition et vous développez un impressionnant activisme par le recours à différents canaux de communication, comme internet et aussi Facebook, mis à la mode par les événements de Tunisie et d'Egypte. Pour quels résultats ?

Vous constatez que j'ai utilisé le mode de communication des TIC, plus d'une année avant les expériences en Tunisie et en Egypte qui sont venues confirmer nos hypothèses de travail. J'ai lancé mon programme Cercles d'initiative citoyenne pour le changement (CICC) en novembre 2009. Il s'agit d'appeler à une mobilisation pacifique pour le changement en réunissant trois facteurs : 1- pression des citoyens forte, croissante et

«Plus de 50% de la fiscalité pétrolière n'est pas inscrite dans la loi de finances et échappe de ce fait au contrôle, a priori, du Parlement.»

durable sur le pouvoir en place et réclamer le changement du système de gouvernance et pas seulement le changement des dirigeants. 2- Une alliance stratégique entre les forces du changement pour construire une capacité viable de propositions, de négociations et de mise en œuvre du changement. 3-Se préparer à profiter d'un événement déclencheur.

Les expériences tunisienne et égyptienne du début de l'année 2011 ont prouvé que des citoyens réunis avec persévérance en un endroit stratégique de la capitale, sans leaders, sans programme politique préétabli et face à des forces de répression importantes, sont capables de faire partir les chefs d'Etat. Ils ont démontré que les dirigeants actuels ne peuvent plus bénéficier du paradis de l'exil, ni pour eux-mêmes, ni pour leurs familles, ni pour leurs proches collaborateurs.

Donc, l'objectif primordial de mon travail est la mobilisation pacifique pour le changement. Pour les autorités en place, le choix est clair : 1- Laisser faire et vendre des réformes cosmétiques et alors, elles subiront ce qu'ont subi les dirigeants de Tunisie, d'Egypte, de Libye, du Yémen et de Syrie, en mettant le pays dans le chaos. 2- Etre partie prenante de la préparation du changement en

négociant avec les forces du changement une feuille de route et un agenda pour la mise en œuvre du changement du système de gouvernance. Ce sera la concrétisation d'une période de transition.

Votre vision de l'Algérie de demain donne froid dans le dos compte tenu de notre dépendance pratiquement totale des hydrocarbures dont «la totalité des réserves sera extraite en 2050», dites-vous. Le pire est à venir ?

Oui, très froid. J'ai signalé la dérive fiscale dans une question précédente. Il en est de même pour le commerce extérieur. Les recettes d'exportations hors hydrocarbures couvraient à peine 5% des importations en 2006. C'était déjà très inquiétant. En 2010, ce chiffre est tombé à 2%. Lorsque nous importons 75% des calories que nous consommons vous avez une idée de notre dépendance. Au niveau politique, la force d'inertie démobilisatrice qui gangrène le pays le mènera lentement mais sûrement à la régression. Ce serait la marginalisation des compétences nationales présentes dans le pays ou à l'étranger. Notre économie se limiterait pour l'essentiel à exploiter une ressource non renouvelable (le gaz et le pétrole) au détriment des générations futures. Ce sera le basculement dans une anarchie rythmée par les révoltes de gens assoiffés de vengeance, à la recherche de têtes, décidés à détruire, faute de perspectives solides de changement, tout ce qui représente une référence au régime prédateur responsable de leur misère.

Selon vous, l'Algérie enrichit l'Europe et les Etats-Unis en leur fournissant le gaz et le pétrole contre des «devises volatiles» que confirmerait la crise financière internationale en vigueur ?

Ce que j'ai dit, c'est que l'économie algérienne se spécialisait dans la transformation d'une réserve non renouvelable (le pétrole et le gaz) en une réserve volatile (les devises déposées à l'étranger). Par exemple, en 2007, sur 59,61 milliards de dollars de recettes d'hydrocarbures, 28,27 sont allés gonfler un niveau de réserves déjà élevé. En d'autres termes, sur 100 dollars de recettes d'exportations, 47 dollars sont restés à l'extérieur inutilement ! Aujourd'hui, des experts reconnus et ayant occupé des responsabilités importantes dans le secteur de l'énergie prévoient la fin des exportations d'hydrocarbures dans 25-30 ans ! Mais les problèmes commencent bien avant cette date ; avec la baisse sensible des capacités d'exportation sous l'effet de la baisse de la capacité de produc-

tion et l'augmentation de la demande nationale. Dans *El Moudjahid* du 29 janvier 2006, le ministre de l'Energie prévoyait la production de 2 millions de barils/jour en 2010 et l'exportation de 85 milliards de mètres cubes de gaz en 2010 et 100 milliards de mètres cubes en 2015. Les réalisations de 2010 sont à 70% pour le pétrole et 67% pour le gaz !

Quelle serait alors selon vous l'alternative pour éviter les conséquences catastrophiques de la «politique désastreuse» menée actuellement ?

La situation de l'Algérie de la baisse sensible des capacités d'exportation d'hydrocarbures que je situe en 2018-2020 dépendra essentiellement de deux facteurs : 1- La qualité des politiques de substitution entre les hydrocarbures et le savoir, c'est-à-dire la transformation d'une économie malade de la malédiction des ressources en une économie de protection et de développement ; autrement dit, la transformation du capital naturel non-renouvelable en capital humain générateur de flux de revenus stables et durables (investissements de qualité dans les ressources humaines : éducation, santé, savoir, compétences ...). 2- La qualité des politiques d'intégration dans une économie mondiale de plus en plus globalisée, où les frontières nationales seront totalement perméables.

Face à ces deux facteurs et la caractérisation de l'économie algérienne que je viens de faire, l'Algérie se distinguera par l'un des deux scénarios suivants : 1- Une économie de développement et de protection qui a éliminé la malédiction des ressources dans sa politique intérieure ; doublée d'une économie bien intégrée à l'économie mondiale qui a su profiter du rattrapage technologique. Ce sera l'Algérie de nos rêves. Pour cela, il faut un changement de système de gouvernance dans les meilleurs délais. 2- Une économie malade de la «malédiction des ressources» sans ressources naturelles parce que épuisées ; doublée d'une économie marginalisée par la contagion au niveau de l'économie mondiale.

Vous avez déclaré ne pas avoir été suivi par la société civile et la population lors du lancement des initiatives citoyennes. Qu'est-ce qui a changé aujourd'hui ?

Le train de changement est en marche dans toute la région, le freiner ou le retarder ne fera qu'aggraver la situation et en premier lieu le salut des autocrates. Hier, la lutte pour l'indépendance s'est appuyée sur le nationalisme au niveau local et la décolonisation au niveau international. Aujourd'hui, la mobilisation pour la libération de l'individu s'appuie sur la citoyenneté au niveau local et sur les droits universels à la liberté et à l'émancipation au niveau international. Les temps, les espaces, les environnements sont différents, mais les processus sont les mêmes. Hier, c'était la lutte armée pour chasser l'occupant sourd à toute idée de négociation ; aujourd'hui, c'est le combat citoyen pour changer le système autocrate, répressif, sourd à toute idée de dialogue, par une mobilisation pacifique qui s'exprime par les marches, les rassemblements, les manifestations et les grèves. Plus que jamais, le peuple exige le changement et veut éradiquer les stigmates des malheurs qu'il a endurés. De fait, tout est déjà en place pour assurer la fin de partie pour les gouvernants reniés par leurs peuples. La suite des événements pourra alors s'envisager dans un esprit nouveau, d'ouverture, de justice et de sagesse. Une transition sera instaurée, comme diverses personnalités n'ont pas manqué d'y faire référence.

L'ANC — Alliance nationale pour le changement — que vous avez créée et dont vous êtes le président participera-t-

elle aux prochaines élections électorales ? Au demeurant, votre parti sera-t-il agréé à la lumière de votre participation avortée à la présidentielle du fait du nombre insuffisant de signatures ?

Merci pour cette question parce qu'elle me donne l'occasion de corriger pas mal de fausses informations. D'abord, en ce qui concerne l'élection présidentielle de 2004, j'avais écrit un article en avril 2003 où j'affirmais qu'en Algérie, tout comme dans n'importe quel système autocrate, lorsque le président en exercice se présente aux élections, il ne laisse aucune chance à tout autre candidat de réussir. Quand le président a annoncé officiellement sa candidature, j'ai retiré la mienne. Quant à votre question sur l'ANC, je voudrais préciser que j'ai lancé en novembre 2009, le programme des CICC. Après une année, j'ai fait le point de notre expérience et j'ai vu que le moment était venu de passer à la création des conditions d'alliances entre les forces du changement pour définir une capacité de proposition de négociations et de mise en œuvre.

C'est alors que j'ai lancé en novembre 2010 le Manifeste pour une Algérie nouvelle et appelé à une mobilisation des Amis du Manifeste. La construction des alliances s'impose comme une solution viable parce que : 1- Après vingt années de divisions idéologiques qui nous ont dressés politiquement, physiquement, moralement et intellectuellement les uns contre les autres, les blessures sont encore profondes et douloureuses au sein de la société. 2- L'incapacité des courants politiques continuellement divisés à proposer une alternative crédible risque de provoquer la lassitude et la démotivation d'une population fatiguée et désabusée. 3- Les tentatives répétées de fractionnement, divisions et manipulations de la part de certaines franges du pouvoir rendent impossible un travail d'union des forces du changement dans le court terme. D'où l'appel à l'alliance qui ne signifie ni union, ni fusion, mais, simplement, la mise en commun des moyens de mobilisation pacifique pour le changement. C'est à la suite de cet appel que certains partis politiques, associations et personnalités ont organisé une rencontre à Zéralda pour discuter des conditions d'alliances. J'y étais invité en tant qu'initiateur du manifeste. La rencontre a conclu à la préparation d'un congrès national

pour la création de l'Alliance nationale pour le changement. Les conditions d'organisation de ce congrès ne sont toujours pas réunies. Il n'y a pas de président, c'était un travail d'équipe, j'en étais le catalyseur. J'ai clairement démontré que le changement désiré ne viendra ni des partis politiques, ni de l'agenda gouvernemental (élections ou autres). En cohérence avec cela, je

n'ai pas l'intention de créer un parti, ni d'appeler à la participation aux élections.

Un dernier mot pour clore cet entretien et à la veille de la nouvelle année ?

J'aimerais souhaiter à toutes les Algériennes et à tous les Algériens mes meilleurs vœux de bonheur et de prospérité dans une Algérie où ils pourront vivre leur modernité dans la paix et la sérénité. Pour que cela ne reste pas un simple vœu, il faudrait intérioriser le fait que la sauvegarde de la Nation algérienne devrait devenir, par delà les vicissitudes du moment, l'objet principal de notre mobilisation et de nos préoccupations quotidiennes et nous incite à préparer, dans les plus brefs délais, la transition que le peuple algérien, dans son ensemble, souhaite voir s'installer.

B. T.

Radioscopie de la gouvernance algérienne - (Edition revue et corrigée) - 280 pages - Edif 2000 - 800 DA